

Il nous a paru souhaitable, en ce début d'une année consacrée de façon dominante par *Diasporiques/Cultures en mouvement* à la construction européenne, de commencer par débattre du sens que nous donnons au constat de l'absence actuelle, et depuis un certain temps, de conflit armé au sein du continent.

## L'Europe est-elle en paix ?

### Débat

*Si vis pacem, para pacem !*

#### L'EUROPE EST-ELLE EN PAIX ?

**Philippe Lazar** : L'un des arguments majeurs avancés en faveur de la construction de l'Union Européenne est que, depuis son origine, l'effort d'entente entre des nations qui se sont si longtemps fait la guerre a éloigné le spectre de nouveaux conflits sanglants. En d'autres termes nos concitoyens ont le sentiment largement partagé « de vivre en paix » au sein de l'Union. Cependant, le seul fait d'énoncer cette phrase engendre de multiples questions, ne serait-ce que parce qu'on nous a beaucoup répété au cours de ces dernières années que nous étions « en guerre » contre le terrorisme. Et aussi bien sûr parce que nous n'avons pas oublié les guerres atroces, à fondement ethnique, qui se sont déroulées, il y a une vingtaine d'années à peine, au sein même de notre continent.

Le mot « guerre » demeure-t-il, de façon plus générale, le plus approprié pour faire état de la multiplicité

des violences qui continuent, sous des formes diverses, à ensanglanter le monde ? Si on lui confère le sens de « conflit armé entre des nations », le taux de mortalité mondiale par de tels faits est aujourd'hui extrêmement modeste : quelque 3 pour 1 000 « seulement » ! Les hommes meurent d'une multiplicité de causes très différentes. S'agissant de la violence humaine, elle s'exprime désormais sous d'autres formes que celles, effarantes, que nous avons connues en Europe au siècle dernier. Le mot « paix » est tout aussi problématique. Il est le plus couramment défini de façon négative, comme une absence de conflits, de troubles... de guerre ! Si la paix est d'abord l'absence de guerre et que la guerre est une rupture délibérée de la paix, on n'est pas très loin de la tautologie...

**Joël Roman** : On peut vraiment dire en effet que l'Europe est aujourd'hui en paix dans le sens suivant : elle a largement gagné le pari initial de ses

promoteurs qui consistait à rendre hautement improbable à l'avenir tout conflit ouvert entre ses États. Mais il faut tout de suite nuancer ce constat par deux remarques.

La première concerne le différentiel entre les générations qui ont connu la guerre et celles qui lui sont postérieures. Les générations de la première catégorie avaient toutes raisons d'être profondément européennes parce qu'elles avaient parfaitement conscience de la nécessité impérieuse de créer des conditions évitant tout retour à des affrontements guerriers. Cet impératif ne peut pas avoir exactement la même intensité pour les générations n'ayant pas connu les horreurs de ces conflits. Je fais personnellement partie de la génération intermédiaire, celle qui est née juste après la guerre, et je garde encore le souvenir de la hantise qui était celle de mes parents vis-à-vis d'un risque de renouvellement de telles violences. Je pense qu'une partie de la faiblesse de la mobilisation actuelle des jeunes en faveur de l'Europe résulte de l'atténuation si ce n'est de la disparition de cette crainte de voir la guerre recommencer. Comme dans bien d'autres domaines, ce qui est acquis apparaît tellement naturel qu'on imagine difficilement sa possible remise en question !

Cependant il faut aussi rappeler que nous avons eu à la fin du siècle dernier, comme vous l'évoquiez à l'instant, des conflits armés d'une violence extrême au sein même du continent et à ses marges. Des conflits que les institutions européennes ont été incapables de gérer et auxquels seule une intervention américaine a permis de mettre un terme. Nous n'avons pas su faire taire les armes dans ces



pays qui étaient pourtant profondément européens même s'ils avaient été pendant un temps sous contrôle soviétique. Et je ne suis pas sûr que nous ayons depuis lors été capables de racheter cette défaillance. Il y a eu aussi, bien sûr, la guerre en Ukraine, avec sans doute au départ des décisions tout à fait regrettables de la part des dirigeants ukrainiens mais, quand même, on ne peut faire mine de l'ignorer, une guerre provoquée par un désir majoritaire de rapprochement avec l'Union européenne ! N'oublions pas non plus que l'Europe a été l'un des piliers de la confrontation Est-Ouest à l'époque de la Guerre froide. « Paix impossible, guerre improbable » écrivait alors Raymond Aron. Formule que Pierre Hassner, qui fut son élève, proposait de modifier en remarquant que depuis l'effondrement de l'Union Soviétique et la fin de l'équilibre de la terreur, la guerre était un peu moins improbable mais en contrepartie que la paix elle aussi était moins impossible... Et puis il y a aussi bien entendu la menace terroriste.

**Joël Roman : « L'Europe a largement gagné le pari initial de ses promoteurs qui consistait à rendre hautement improbable à l'avenir tout conflit ouvert entre ses États. Mais il faut tout de suite nuancer ce constat. »**



**Monique Chemillier-Gendreau : « Il ne faut évidemment pas oublier que nous portons la guerre ailleurs d'une double façon : par nos opérations militaires extérieures et par notre contribution à la militarisation extrême de l'économie mondiale. »**

**Monique Chemillier-Gendreau** : L'Europe a effectivement gagné son pari et c'est pour cela que, pour ma part, je demeure très « européenne » : c'est bien elle qui a permis d'éviter une autre guerre à l'issue des conflits du xx<sup>e</sup> siècle, hormis les guerres aux franges que vous venez de mentionner. Mais en réalité ce n'est pas là une vraie victoire. Pour qu'on puisse faire état d'un succès durable, il aurait fallu des conditions qui n'ont pas été réunies. Je travaille personnellement sur l'hypothèse selon laquelle les sociétés humaines ne peuvent réduire la violence en leur sein que lorsqu'elles arrivent à former véritablement une communauté politique, c'est-à-dire lorsqu'il y a, dans l'ensemble des membres qui composent chacune d'entre elles, un sentiment d'appartenance politique commune – une appartenance qui n'a rien à voir avec le nationalisme mais qui repose sur l'idée d'une communauté de destin entre des personnes très différentes mais qui partagent la volonté de construire leur avenir ensemble. La réduction de la violence tient fondamentalement à cela, et

ceci était déjà le cas pour les sociétés pré-étatiques. Or, de ce point de vue, l'Europe a échoué. Elle n'est qu'une addition, qu'un attelage d'États. Elle n'a pas réussi, ce qui aurait été le bon choix, à aller dans le sens de ce qui est pour moi l'avenir de toute l'humanité, c'est-à-dire à faire en sorte qu'un individu puisse se sentir à la fois membre de plusieurs communautés emboîtées, dont la communauté européenne. Or n'y a pas de « nous » européen. Ne peut-on compter que sur le Brexit pour conduire les citoyens de l'Union à un renforcement de leur appartenance européenne ?

Au-delà de ce constat de carence en termes de cohésion interne, il ne faut évidemment pas oublier que nous portons la guerre ailleurs d'une double façon : par nos opérations militaires extérieures et par notre contribution à la militarisation extrême de l'économie mondiale. Cela vaut pour pratiquement tous les pays européens. Ainsi, au moment de l'intensité maximale de la crise grecque, on a exigé que ce pays réduise tous ses budgets... à l'exception du budget militaire ! Or la Grèce est l'un des pays européens ayant le plus fort budget militaire, ceci étant justifié par sa relation conflictuelle avec la Turquie. Mais il n'est pas sans intérêt de rappeler que l'Allemagne, pourtant le pays le plus exigeant vis-à-vis de la Grèce dans la terrible crise économique traversée par ce pays, était et est toujours son principal fournisseur en armements... De manière plus générale nos responsables politiques se sont transformés en voyageurs de commerce, et le Président Macron n'y fait pas exception, toujours accompagnés dans leurs déplacements à l'étranger d'hommes d'affaires dont

les tout premiers sont des marchands d'armes. Je regrette amèrement pour ma part qu'on ait laissé tomber dans l'oubli l'article 26 de la Charte des Nations unies qui dispose « afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde, le Conseil de Sécurité est chargé [...] d'élaborer des plans qui seront soumis aux membres de l'Organisation en vue d'établir un système de réglementation des armements ». Quand je rappelle les termes de cet article à mes interlocuteurs, même les juristes s'étonnent de son existence!

**P.L.** : N'y a-t-il pas un certain rapport entre ce que vous nous avez dit à propos de la nécessaire perception d'une communauté de destin pour créer une authentique communauté politique et ce qu'Ernest Renan exprimait, dans sa fameuse conférence en Sorbonne le 11 mars 1882, sur ce qu'est une nation : « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs » et, en même temps, « le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis » ? Or c'est bien de ce désir que semble manquer cruellement l'Europe aujourd'hui !

**M.C.-G.** : Le sentiment d'appartenir à une communauté politique est lié, chez Renan, à la nation au sens que

je n'aime pas de ce mot. Ce n'est pas parce qu'il peut y avoir un passé commun qu'il y a nécessairement un destin commun. Appartenir à une communauté politique, c'est envisager ensemble un futur partagé. Cela peut se faire entre personnes n'ayant pas le même passé. Parce que, si l'on commence à s'occuper du passé, on a toutes chances de dire que « mon grand-père était là avant que le vôtre n'arrive » et donc « que c'est à moi que cette terre appartient et que vous n'avez rien à faire d'autre que de vous plier à la culture dominante ou de partir ».

**J.R.** : En fait Renan, je le précise, parle de l'oubli du passé plutôt que de son culte...

**P.L.** : Le souvenir du passé n'est pas nécessairement son exaltation béate ! Dans la citation littéraire que j'ai faite de ses propos, Renan parle quand même bien de « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs »...

**M.C.-G.** : Le mot nation est très lourd d'ambiguïtés. Et la plupart des gens qui parlent de façon positive de l'avenir de l'Europe y pensent toujours en référence à l'État, comme à un nouvel État fédéral. Comme si c'était la seule solution possible ! Comme si on se trouvait devant une boîte à outils limitée. Mais la magie dans l'idée Européenne cela a été précisément d'inventer une communauté

Ont pris part à ce débat, le 5 décembre 2017, **Monique Chemillier-Gendreau, Éric Favey, Philippe Lazar, Bernard Quelquejeu et Joël Roman**, tous membres du Comité d'orientation de la revue.

politique non souveraine, fabriquant du droit sans souveraineté. C'était une innovation très forte car, habituellement, c'est de la souveraineté que naît le droit. Malheureusement, au fil du temps, ce projet s'est considérablement dégradé...

## DU DÉSIR D'APPARTENANCE

**P.L.** : À un moment où l'on voit les Catalans – et peut-être demain les Écossais ou les Corses – revendiquer une complète indépendance vis-à-vis des États dont ils sont actuellement l'une des composantes, n'est-ce pas sur leur histoire qu'ils fondent avant tout, ne serait-ce qu'à leurs propres yeux, cette revendication ? Peut-on en faire abstraction ?

**M.C.-G.** : Que ce soit sur le passé de ses composantes ou sur son avenir, il faut en effet qu'une communauté politique crée un désir de lui appartenir, ce qui n'est hélas pas le cas de l'Europe aujourd'hui. Au-delà des réserves que je peux exprimer à l'égard de sa politique générale, ce que je mets au crédit de l'actuel président de la République c'est d'avoir fait son entrée en fonctions dans la cour du musée du Louvre, au soir de son élection, sur fond d'hymne européen. Pour moi, c'était émouvant car cela avait du sens au regard de la nécessité, que j'évoquais, de créer un désir d'appartenance à cette Europe. Le jeu n'est pas seulement rationnel, il est aussi émotionnel.

**Bernard Quelquejeu** : Je crois moi aussi essentiel d'engager notre réflexion à partir du sentiment d'appartenance. Nous sommes certes attachés à notre pays d'origine – et on le

ressent d'autant mieux lorsqu'on est en dehors de ses frontières – mais la multiplication des contacts avec nos voisins au travers de l'accroissement de la circulation d'un pays à l'autre contribue désormais à nous rapprocher singulièrement de nos concitoyens européens. L'altérité certes existe à cette échelle, mais elle me semble être d'une autre nature ou en tout cas d'une intensité moindre que celle qui prévaut entre l'Europe et les grands blocs mondiaux asiatiques, sud-américains ou africains. Sur quoi se fonde ce rapprochement ? N'est-ce pas au moins en partie sur le sentiment, certes encore diffus mais néanmoins réel, d'une histoire partagée, même (et surtout !) si elle fut parfois voire souvent conflictuelle ? Et pas seulement mémoire, mais aussi projet : s'agissant des perspectives d'avenir, les quatre grands défis auxquels nous sommes confrontés (le défi écologique, le défi migratoire, le défi terroriste et le défi économique dans la multiplicité de ses composantes) n'impliquent-ils pas la nécessité d'actions communes, aucun pays n'étant en état de les gérer à lui tout seul, et par là-même ne sont-ils pas susceptibles de favoriser une mobilisation partagée par l'ensemble des citoyens européens ?

**M.C.-G.** : Vous avez raison de mettre l'accent sur l'importance de ces quatre défis et leur simple énoncé montre que ce n'est pas à l'échelle de la seule Europe qu'on pourra les relever. L'Europe doit certes les prendre fondamentalement en considération mais elle ne pourra véritablement agir en la matière que si se mobilise en même temps la communauté politique mondiale. Et le problème,

à mon avis, est que l'Europe ne parviendra pas à jouer le rôle promoteur qui pourrait être le sien si, d'une façon ou d'une autre, elle ne remet pas en cause le capitalisme libéral dans lequel elle s'est inscrite depuis sa naissance. Car c'est le capitalisme qui se nourrit de ces quatre défis, et il n'a donc aucun intérêt à ce qu'ils disparaissent de la scène internationale. Le capitalisme, par son essence même (la seule loi du profit), détruit la planète et nourrit la guerre. Et on voit bien que, par les ventes d'armes et la politique fiscale qui est menée, la France n'a amorcé aucun tournant de ce point de vue.

Alors comment faire ? L'une des hypothèses actuellement émises est que c'est par de petites initiatives locales de nature utopiste que l'on parviendra à ébranler la dominante capitaliste mondiale. Je doute que cela soit à l'échelle des défis. J'aimerais pour ma part que l'Europe prenne position sur les valeurs qu'elle souhaite promouvoir. Je rappelle que, pour ceux qu'on appelle les pères de l'Europe, l'approche économique de la construction de l'Union n'était qu'une étape, que l'essor du marché commun n'était pas leur finalité mais un moyen, une façon de gérer une transition vers une communauté politique. Tel fut par exemple le cas de la communauté européenne du charbon et de l'acier...

**J.R.** : ... créée par défaut à la suite du rejet de la communauté européenne de défense !

**M.C.-G.** : Exactement ! Il y a eu un loupé par rapport à l'idée première qui était de parvenir à la paix par l'économie.



## LE POIDS DU CAPITALISME

**P.L.** : Vouloir conditionner le devenir de l'Europe par le rejet du capitalisme n'est-ce pas quand même, concrètement, remettre aux calendes toute possibilité de la relancer sur des bases nouvelles ?

**M.C.-G.** : La politique, n'est-ce pas l'art de changer les choses ?

**P.L.** : Sans nul doute, mais peut-être ne suffit-il quand même pas de vouloir pour pouvoir, peut-être n'est-il pas totalement déraisonnable d'essayer de prendre en compte les contraintes qu'impose la situation réelle de l'organisation planétaire des pouvoirs, quelle que soit l'amertume qu'on puisse éprouver en prenant acte de ce qu'elle est ?

**M.C.-G.** : Vous pensez donc que le capitalisme c'est la fin de l'histoire ?

**P.L.** : Je ne me risquerais sûrement pas à une telle affirmation ! La fin de l'histoire ce sera peut-être ce que vous craignez par ailleurs : l'utilisation démente de l'arsenal nucléaire !

**Bernard Quelquejeu** : « Les quatre grands défis auxquels nous sommes confrontés (le défi écologique, le défi migratoire, le défi terroriste et le défi économique dans la multiplicité de ses composantes) n'impliquent-ils pas la nécessité d'actions communes ? »



**Philippe Lazar :**  
« Il n'est jamais  
indispensable  
d'avoir exactement  
les mêmes finalités  
philosophiques  
ou politiques pour  
agir en commun. »

Mais à plus courte échéance je vois mal les pays européens tels qu'ils sont prendre aujourd'hui la décision d'éradiquer le capitalisme. C'est cette réalité-là dont on ne peut à mon avis faire abstraction.

**M.C.-G. :** Eh bien je pense, moi, que l'Europe ne deviendra une authentique communauté politique que si elle se positionne par rapport à cette question.

**P.L. :** Dont acte ! Mais je crains que, dans ces conditions, elle ait peu de chances de le devenir... Si l'Europe devait aujourd'hui prendre position pour ou contre le capitalisme, le résultat du vote ne ferait à mon avis guère de doute. Par contre on voit bien qu'une partie au moins des États-membres – dont le nôtre – essaient de renforcer sa composante sociale.

**B.Q. :** Je pense qu'on ne doit pas parler du capitalisme comme d'une essence invariante échappant à l'histoire, d'une sorte d'entité figée qu'on ne pourrait gérer qu'en l'acceptant

telle quelle ou en la rejetant. Les formes diverses qu'il a prises dans l'histoire et selon les cultures nationales montrent qu'il est possible, dans une certaine mesure et peu à peu, de le modifier, de le contrôler, voire de l'altérer dans ses capacités de nuisance.

**M.C.-G. :** Pour être précise, je ne parle pas de disparition pure et simple du capitalisme, mais plutôt de sa dénaturation. Le Grand Soir n'est dans aucun agenda, tout simplement parce que les forces qui en permettraient la survenue sont absentes. De surcroît, nous en avons déjà débattu ici, le capitalisme a réussi, contrairement au communisme, à faire monter le niveau de bien-être et de consommation d'une partie considérable de l'humanité, comme en témoigne l'expérience de nombreux pays tels la Chine, le Vietnam et bien d'autres. Mais c'était son intérêt car il a fait de cette partie de la population des consommateurs. Mais en même temps il prend appui sur les défis que vous avez évoqués, Bernard Quelquejeu, non pas pour les relever mais tout au contraire pour accroître sa puissance en nous mettant en danger, et c'est cela que je dénonce avec vigueur. Et c'est sur ces questions cruciales que l'Europe devrait prendre fermement position.

**P.L. :** Je ne crois pas qu'il y ait de difficulté à vous suivre dans cette formulation. Il me semble comme à vous indispensable pour l'Europe de prendre position sur ces questions majeures mais il ne me semble pas nécessaire d'accompagner cet engagement d'une formulation d'ordre idéologique vis-à-vis du capitalisme. Il n'est jamais

indispensable d'avoir exactement les mêmes finalités philosophiques ou politiques pour agir en commun.

**J.R.** : Faut-il en effet rompre avec le capitalisme ? Je ne sais pas trop pour ma part ce qu'on entend par là. En tout cas je ne pense pas qu'il y aura un moment de césure entre un avant et un après le capitalisme. Mais il y aura certainement – ce qui est déjà en fait son histoire depuis une centaine d'années – son encadrement de plus en plus strict par un certain nombre de règles, de lois, de dispositifs, d'institutions...

**M.C.-G.** : ... encadrement dont il s'échappe toujours !

**J.R.** : Bien sûr, et c'est un combat permanent ! Il faut que le capitalisme soit de façon constante contrôlé, mis en laisse, en quelque sorte domestiqué. Aujourd'hui l'un des enjeux principaux de ce contrôle concerne la question environnementale, après que la priorité a été donnée à la question sociale. Contraindre le capitalisme à respecter un certain nombre d'objectifs de cette nature devrait être accessible à l'échelle européenne. Cela dit quand on voit par exemple la difficulté de l'Europe à gérer la question des glyphosates, on comprend qu'on est quand même encore bien loin de la mise en œuvre de cet espoir !

**P.L.** : Il me semble que la vraie force du capitalisme – et c'est peut-être à ce niveau que devrait d'abord s'exercer son contrôle – est qu'il engendre une diversité d'appétences et de prises de pouvoir : une diversité qu'il faut absolument préserver car c'est elle qui contribue à réduire le risque

de développement d'un pouvoir tyrannique parce que concentré sur un individu et son clan, à l'exemple hélas de ce que nous ont montré à ce jour tous les régimes d'inspiration communiste. Les lois « antitrust » vont bien dans ce sens mais elles sont internes au capitalisme et en tout état de cause largement insuffisantes pour assurer l'efficacité des indispensables contrôles évoqués.

Cela dit, je suis plutôt optimiste quant à la capacité de l'Europe à gérer cette question. Je le suis beaucoup moins en revanche s'agissant des violences de tous ordres dont nous constatons aujourd'hui les résurgences alors même que les horreurs du <sup>xx</sup>e siècle nous étaient un temps apparues comme relevant d'un passé sans retour. Or ces violences ne sont pas intrinsèquement liées à la puissance du capitalisme même si celui-ci peut en favoriser l'expression. Ce qui nous ramène à la question que nous nous posons au début de cet entretien au sujet de la réalité ou de l'illusion que recouvre l'expression d'une « Europe en paix » au sein d'un monde comportant tant de foyers sinon de guerre ouverte du moins d'expression de haine et de sauvagerie, avec leur traduction physique et morale.

**M.C.-G.** : La situation de la planète est en effet aujourd'hui particulièrement préoccupante de ce point de vue. Comment aurait-on pu imaginer, il y a quelques années encore, ce qui se passe aujourd'hui en Birmanie avec les Rohingyas ? Mais aussi bien sûr comment pouvons-nous tolérer le sort fait aux migrants par les pays « de haute civilisation » que sont les États-membres de l'Union européenne ?



## LES JEUNES SONT-ILS ENCORE PORTEURS D'ESPOIR ?

**P.L.** : Un vieux réflexe mendésiste m'incite à ce stade à poser la question suivante : la jeunesse est-elle en mesure de nous redonner espoir en l'avenir ?

**Éric Favey** : En mettant un terme au capitalisme ?

**P.L.** : Il y a peut-être des voies d'approche à échéance plus brève pour la mobiliser ! Par exemple celle qui consisterait à favoriser de façon massive leur circulation au sein du continent européen...

**E.F.** : Il existe en effet des procédures de cette nature, en particulier depuis la création en 1963 de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). Celui-ci a permis l'accueil réciproque de 8,5 millions de jeunes Français et Allemands depuis lors, ce qui est quand même considérable. Il faut ajouter à cela les programmes institutionnels, telles les bourses Erasmus, qui permettent chaque année à quelque 600 000 jeunes Européens de poursuivre leurs études dans un autre pays que de leur. Et ces programmes commencent à gagner d'autres strates de la jeunesse que celles qui sont engagées dans un enseignement supérieur, parfois grâce à des initiatives étatiques mais surtout à celles de Régions qui s'intéressent à la formation professionnelle et la formation en alternance. Ce fut le cas notamment, dans notre pays, en Rhône-Alpes (avant sa fusion avec l'Auvergne).

**P.L.** : Ce sont là en effet des progrès essentiels en matière de

connaissance réciproque des jeunes Européens. Mais ceux-ci ont-ils pleinement conscience du rôle majeur qu'ils peuvent jouer en matière de construction politique de l'Europe ?

**E.F.** : L'une des difficultés majeures est que tout ce qui peut se passer de ce point de vue est socialement typé. Il existe encore une très grande partie de la jeunesse qui est en quelque sorte assignée à résidence, qui ne bouge pas. Ce qui ne veut hélas pas dire que ceux qui circulent sont prémunis vis-à-vis de tout risque de nationalisme, voire de toute trace de racisme ! Mais l'un des véritables enjeux aujourd'hui est précisément de parvenir à assurer en Europe l'élévation de ce qu'on pourrait appeler une culture de la paix, en particulier auprès de tous ces jeunes qui ne connaissent que leur univers le plus proche. Cela vaut tout particulièrement pour la jeunesse qui vit en milieu rural. Et l'on ne peut se réjouir du fait que, si une partie de cette jeunesse est effectivement mobile, ce n'est pas par choix mais tout simplement parce qu'elle ne trouve pas sur place les ressources minimales lui permettant de vivre. C'est en particulier le cas dans un certain nombre de pays de la partie orientale de l'Europe. Plusieurs d'entre eux se sont vidés d'une partie de leur jeunesse au profit des États-Unis ou du Canada. Ce sont de véritables saignées qui ont eu lieu dans ces pays ! Et ce d'autant que ces jeunes, dans la plupart des cas, n'ont pas l'intention de revenir dans leurs pays d'origine.

Il serait nécessaire que la politique de l'Union européenne favorise la circulation des jeunes beaucoup plus tôt que cela ne se fait aujourd'hui, disons entre 16 et 20 ans. Pourquoi ne pas

imaginer par exemple que, dans tout type de lycée, on puisse organiser des systèmes de séjours réciproques, de jumelages ? Dans le même esprit, l'OFAJ a créé un office germano-polonais qui facilite la circulation européenne de jeunes Polonais – donc pas seulement de jeunes Français et de jeunes Allemands – dans les autres pays de l'Union. Le Conseil de l'Europe a lui-même pris des initiatives du même ordre, notamment en relation avec les organisations de la société civile. Va-t-on assez loin en la matière ? Des séjours de quelques semaines ou de quelques mois d'une fraction même importante de la jeunesse sont-ils suffisants pour faire croître la conscience du rôle que peut jouer l'Union européenne d'une part du point de vue de la préservation en son sein d'une paix qui ne soit pas que l'évitement des conflits et d'autre part en termes de contribution à l'apaisement des conflits planétaires ?

**P.L.** : Tout cela m'incite à revenir à une idée qui depuis longtemps m'est chère mais que je n'ai jamais réussi, je dois le reconnaître, à faire partager par ceux qui auraient eu la possibilité de la mettre en œuvre. Sans doute parce qu'elle est fondée sur un constat « trop élémentaire » et que sa mise en œuvre ne nécessiterait aucune procédure administrative particulière.

Le constat qui la fonde est tout simplement que l'Europe, au sens de l'Union européenne, est un continent de taille physique extrêmement restreinte : on peut faire l'aller-retour entre deux points de cet espace dans la journée. C'est peut-être la seule spécificité authentique de l'Europe



que cette géométrie très particulière ; elle n'a pas d'équivalent dans le reste du monde, qu'il s'agisse des États-Unis, de la fédération de Russie, de la Chine, de l'Inde, du Brésil, etc. Je pense qu'il serait de notre intérêt d'exploiter beaucoup plus largement cette spécificité qu'on ne le fait aujourd'hui. Et cela vaut en particulier s'agissant de la circulation de la jeunesse. La proposition dont je souhaiterais qu'elle soit instruite serait tout simplement de donner à tous les jeunes Européens (disons entre 16 et 20 ans, pour reprendre vos chiffres, mais le choix de ces âges devrait faire l'objet d'une étude) – je dis bien tous les jeunes, quelle que soit leur localisation ou leur origine sociale – une carte de circulation gratuite sur tous les transports intra-européens. Cela n'impliquerait en rien une organisation institutionnelle de leurs séjours dans d'autres pays, qui pourraient être fréquents et de courte durée.

À l'appui de cette suggestion, je cite habituellement un chiffre dont j'ai entendu parler il y a quelques années mais dont je ne garantis pas la

---

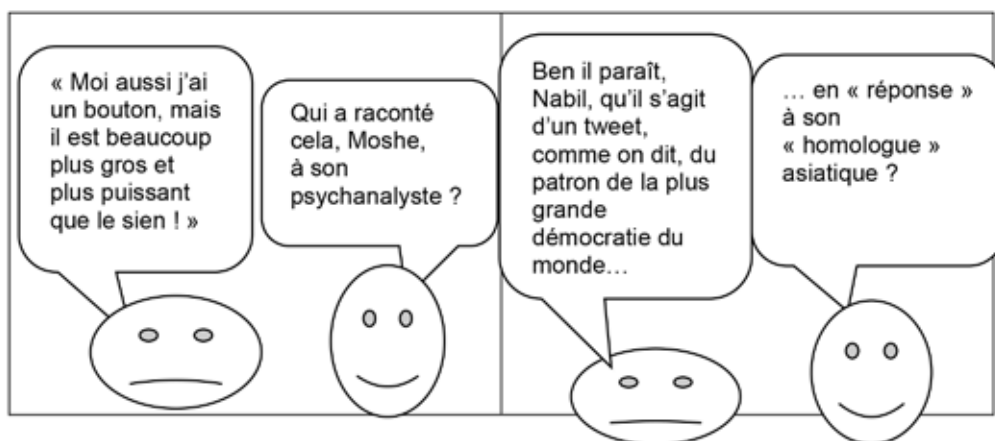
**Éric Favay** : « Il serait nécessaire que la politique de l'Union européenne favorise la circulation des jeunes beaucoup plus tôt que cela ne se fait aujourd'hui, disons entre 16 et 20 ans. »

stricte authenticité : « 2,5 millions de bourses Erasmus, 1 million de bébés Erasmus »... Ce que je veux dire par là est que la seule façon peut-être de créer un espace européen qui soit reconnu comme possiblement porteur de la « communauté politique » légitimement appelée de ses vœux par Monique Chemillier-Gendreau est de confier à la jeunesse les moyens et la responsabilité d'en constituer la trame en permettant à tous les jeunes Européens d'établir des liens directs entre eux, et cela malgré en particulier mais pas seulement la barrière que constitue la diversité linguistique du continent. Y a-t-il d'autres moyens d'y parvenir que de leur permettre de se rencontrer en annulant la barrière financière qui leur interdit de le faire ?

J'entends bien qu'une telle mesure aurait un coût mais que, ne nécessitant aucune structure particulière, son coût devrait être mis en balance avec celui des lourdes procédures habituelles des financements européens.

**E.F.** : C'est en effet une hypothèse intéressante qui aurait notamment le mérite d'atténuer les différences entre les jeunes qui ont d'ores et déjà accès à des contacts avec d'autres jeunes Européens au travers des procédures telles qu'Erasmus – même élargies – et ceux qui demeurent enclavés dans leurs territoires d'origine. Développer très largement de telles possibilités de circulation ne suffirait évidemment pas à créer d'emblée une capacité de reconnaissance mutuelle des apports de l'altérité mais cela ne pourrait qu'en favoriser le renforcement. Toute la question est de savoir si l'on peut trouver les relais institutionnels capables de s'emparer de cette idée et de la mettre en œuvre, et cela ne va évidemment pas de soi ! Sans doute pourrait-on prendre appui sur l'expérience déjà acquise en matière de gratuité des transports pour les jeunes par certaines grandes villes. Une autre piste serait de voir où nous en sommes en termes de jumelages de grandes régions européennes – ceux qu'avait initiés en

## *Proche-Orient, Nabil et Moshe parlent dissuasion nucléaire*



son temps Edgar Faure ! Ces régions pourraient être intéressées par un développement massif de la circulation des jeunes entre elles et donc contribuer à la concrétisation d'un tel projet.

Je me plais à penser, pour ma part, ce qui rejoint beaucoup de préoccupations qui ont été énoncées au cours de ce débat, que de tels contacts entre jeunes contribueraient à renforcer la prise de conscience que la paix n'est pas que le constat passif d'une absence de conflits mais bien une construction active des conditions d'un vivre ensemble européennes.

**B.Q.** : Réduire la violence requiert de susciter ou de faire croître un sentiment de commune appartenance, nous rappelait Monique Chemillier-Gendreau au début de notre entretien. Il faudrait maintenant ajouter : c'est ensuite donner aux citoyens la parole, et avec celle-ci, leur donner du pouvoir, leur conférer en l'occurrence un réel pouvoir d'intervenir dans la construction de l'Europe.

**M.C.-G.** : C'est ce que dans un autre langage on appelle la démocratie ! ☺

**PROPOS RETRANSCRITS PAR PHILIPPE LAZAR**  
**PHOTOGRAPHIES DE JEAN-FRANÇOIS LÉVY**

